



Plutôt que de pleurer sur la fin d'un modèle économique épuisé par la crise, peut-être pourrions-nous regarder du côté de l'économie sociale et solidaire, qui propose depuis plus d'un siècle d'autres manières de travailler et de produire des richesses. Une option pleine de défis mais aussi d'opportunités.

PAR ADÉLAÏDE ROBAULT

## UNE AUTRE ÉCONOMIE EST POSSIBLE

**A**llez voir un banquier avec un projet d'entreprise qui mêle activité traditionnelle et insertion, et qui s'inscrit dans l'économie sociale et solidaire (ESS), vous ne serez pas déçus par l'accueil ! En général, ces notions ne parlent pas aux milieux financiers et mieux vaut adapter son discours et gommer toute originalité pour arriver à ses fins : obtenir de l'argent. En France, seuls La Nef et le Crédit coopératif offrent une expertise et un positionnement différent à ceux qui souhaitent faire de l'économie autrement. Venue de l'édition, Anne-Sophie de Boulois en a fait l'expérience pour ouvrir son hôtel. Ficelé sur le papier en 2009, son projet, innovant mais hybride, car voulant faire le pont entre deux univers *a priori* antinomiques, l'hôtellerie et l'insertion, a mis trois ans à voir le jour. Inauguré en 2012 et situé à quelques minutes à pied de la gare de Lyon, le *Zazie Hôtel* accueille désormais une clientèle d'habités, artistes, ouvriers ou professeurs, et sert de « chambre d'amis » aux grands-parents venus de province pour visiter leurs petits-enfants. Rien en apparence ne distingue ce 2 étoiles des autres établissements et pourtant c'est le premier et le seul hôtel de tourisme agréé Entreprise solidaire et d'utilité sociale dans la capitale. Il a d'ailleurs été lauréat des trophées de l'ESS de la ville de Paris. Son but est de recruter des personnes considérées comme n'étant pas « bankables » selon les normes du marché de l'emploi, explique Anne-Sophie de Boulois, assise devant un thé au *Zazie Hôtel*, et leur donner les moyens de se « bonifier » pour « qu'ils repartent mieux outillés au bout de vingt-quatre mois ». Convaincue que « le meilleur des matériaux pour avancer est en chacun de nous », l'entrepreneuse gère aujourd'hui une petite équipe de sept personnes, dont quatre avec des contrats à durée déterminée d'insertion. Elle a développé



**Le Zazie Hôtel**, ouvert par Anne-Sophie de Boulois, seul hôtel de tourisme agréé Entreprise solidaire et d'utilité sociale à Paris. © LP/J.D.

son projet avec la conviction que « *tout le monde peut travailler mais qu'il faut trouver le travail en phase avec la personne* ». Elle-même a dû se renouveler à force de formations universitaires et de stages après avoir passé vingt ans dans l'édition, allant jusqu'à se faire engager avec un faux CV pour obtenir un CDD de réceptionniste et enrichir son expérience. Les écueils rencontrés au cours de cette aventure ne se limitent pas aux contacts avec les banques. Il a fallu pénétrer le monde de l'hôtellerie, « *assez masculin, avec des objectifs d'investissement et de spéculation, et qui préfère ouvrir des 4 étoiles* », et démontrer les vertus de l'opération à ses partenaires potentiels. « *Il existe une suspicion dès lors qu'on essaye de concilier argent et insertion*, témoigne Anne-Sophie de Boulois. *Il est vrai que les actionnaires peuvent siphonner le capital et que toute la logique juridique va dans le sens d'une maximisation capitalistique.* »



Cet exemple pourrait aussi illustrer les défauts d'image et les difficultés qui freinent la reconnaissance de l'ESS. « Elle a franchi un premier pas avec la loi Hamon, mais on est resté sur la première marche, selon Thierry Jeantet<sup>1</sup>, président des Rencontres du Mont-Blanc, un forum international de dirigeants d'entreprises ESS. *Son intégration dans la conception de l'économie en France n'a pas suivi, nous n'avons pas été consultés sur le projet global, c'est une limite qui reste à dépasser.* » Les élites politiques et économiques, de tous bords, rechignent souvent à considérer l'ESS comme une opportunité de développement et restent bloquées dans les clichés : c'est une « économie de pauvres », un mouvement marginal de babas cool ou de bobos, la critique changeant selon les références de l'interlocuteur. Pourtant, fait remarquer Thierry Jeantet, l'ESS est, depuis la naissance de l'Union des employeurs de l'économie sociale et solidaire (Udes), un acteur pour les partenaires sociaux, et elle entend bien saisir l'occasion de l'élection présidentielle pour se faire entendre. L'Udes, organisation multiprofessionnelle qui regroupe 1 million de salariés, a émis soixante propositions pour une économie citoyenne (à lire sur leur site, [www.udes.fr](http://www.udes.fr)) et ouvrira une plate-forme Web début 2017 pour afficher et comparer les propositions et les positionnements, rassembleurs ou clivants, des candidats sur ce thème.

## Une ESS multiforme

Mais de quoi parle-t-on quand on évoque l'ESS ? Au-delà de la définition posée par la loi Hamon de 2014, il existe une variété d'acteurs aussi différents que la Guilde des orfèvres, groupement de bijoutiers indépendants créé en 1895, la scop ardéchoise Ardelaine, qui fabrique des produits textiles depuis 1982, une association de soins à domicile qui fait de l'insertion et une grosse mutuelle qui brasse des milliards. Tous sont sensés partager les mêmes valeurs de gouvernance, un système entrepreneurial qui place l'humain plutôt que le capital au centre du projet, et des objectifs sociaux, écologiques... Cette hétérogénéité n'est pas un défaut pour Hugues Sibille, qui rappelle qu'on n'en fait jamais le reproche au Medef, qui connaît aussi une grande diversité en ses rangs.

Président du Labo de l'ESS et auteur d'un récent ouvrage sur l'innovation sociale<sup>2</sup>, ce dernier considère l'ESS comme une troisième voie d'avenir et une solution de sortie de crise. Et ce malgré ses lacunes. « Nos structures de représentation ne sont pas assez fortes en France en termes de communication ou quand il s'agit de présenter des dossiers bien ficelés avec des argumentaires. La force de frappe est trop faible, analyse-t-il. Il faudrait aussi se mettre d'accord sur les éléments de langage, qui restent insuffisants. Chacun défend sa paroisse, les associations d'un côté, les mutuelles de l'autre, les scop à part. Nous devrions progresser dans ce sens ». La solution, selon lui, pourrait venir de la base, des citoyens, des consommateurs, qui montrent depuis dix ans « des aspirations à inventer d'autres modèles ». Et de citer →

**Une variété d'acteurs.**  
De la scop ardéchoise aux projets pédagogiques pour sensibiliser les jeunes, en passant par les acteurs du bio...  
*DR et film Sacrée croissance!*, de Marie-Monique Robin

## ATTENTION AUX MIRAGES!

Économie collaborative, économie circulaire, de quoi parle-t-on ? Horizontale, numérique, l'économie collaborative a le vent en poupe et répond à de vrais besoins. Attention toutefois à ne pas confondre collaboratif et coopératif. L'interactivité qui la caractérise, facilitée par internet et illustrée par les plateformes de location entre particuliers, n'est pas synonyme d'organisation du travail différente, démocratique ou mutualiste. Si certaines de ces entreprises, souvent des start-up adossées à de gros investisseurs en quête de futurs dividendes, ont une sensibilité sociale, la collaboration en interne y est plutôt dirigée et l'organisation s'apparente plutôt à une « économie de papa rhabillée » avec de nouveaux habits, comme l'analyse Thierry Jeantet. Au contraire, l'économie circulaire appartient historiquement à l'ESS. C'est ce que pratiquent les compagnons d'Emmaüs et les entreprises de collecte et de recyclage, souvent liées à l'insertion professionnelle. Aujourd'hui devenue un objet d'étude, elle gagne en visibilité et en expertise et fait ses preuves en matière de changement social, comme à Monthureux-sur-Saône (960 habitants), où la mairie et l'association Minos ont recréé une dynamique locale autour de l'emploi grâce à une recyclerie. Un beau projet à découvrir sur [www.minos-ess.org/index.php](http://www.minos-ess.org/index.php)

→ l'élan populaire pour le film *Demain*, la hausse de la consommation du bio, la multiplication des monnaies locales... Cette pression bénéfique pourrait forcer l'ESS à se structurer et la pousser à changer d'échelle.

L'économie ne s'arrêtant pas aux frontières, il existe un autre défi à relever : se faire entendre à Bruxelles et jouer la carte européenne. Membre du Groupe d'experts de la Commission européenne sur l'entrepreneuriat social (Geces), Hugues Sibille déplore ici la faiblesse de la France, qui pourrait pourtant jouer les porte-étendards, et un déficit de représentation politique auprès des instances de l'Union. «*Les acteurs de l'ESS ne sont pas prêts à payer pour être présents comme le font les lobbies traditionnels, alors qu'ils en ont les moyens, constate-t-il. Chacun se cache derrière son petit doigt. Pourtant, nos principes sont plus forts que ce qui nous divise, nous pouvons proposer un autre modèle, d'autant plus que celui qui est en vigueur montre qu'il n'est pas viable économiquement, écologiquement. L'ESS n'est pas un principe pour se faire plaisir, c'est une nécessité, car l'Europe va mal; il n'y a qu'à voir la montée des populismes.*»

## Des jeunes mieux informés pour une relève assurée

Outil de développement au sud et de transformation au nord, l'ESS peut devenir le levier pour faire émerger un nouveau mode de croissance civique, social, écologique, économique. La période de mutation actuelle et l'échec du système libéral n'est-elle pas idéale pour planter les graines du changement? «*L'enjeu global, c'est d'arrêter de penser l'économie comme hier*, insiste Thierry Jean-tet. *Les jeunes générations peuvent devenir les meilleurs défenseurs de l'ESS.*» Les initiatives en ce sens ne manquent pas. L'Esper (L'Économie sociale partenaire de l'école de la République – lesper.fr) regroupe quarante-six organisations de l'ESS qui proposent leur expertise et des outils pédagogiques pour toucher les jeunes. En 2017, les élèves de 3<sup>e</sup> pourront aussi trouver plus facilement leur stage dans des entreprises de l'ESS et partager leur expérience grâce à une nouvelle plateforme Internet, baptisée Bit'win, qui proposera à la fois l'annuaire des entreprises ESS et celui de l'interaction sociale. «*Cette classe d'âge est décisive en matière d'impact*, explique la web-entrepreneuse Caroline Mendoza, à l'origine du projet avec Aude Joly. *Elle vit à la maison, et elle peut influencer ses parents car elle est plus sensible aux questions de société et de cohésion.*» En voulant



## L'ESS C'EST...

– 10,5% de l'emploi français, soit 2,3 millions de personnes salariées, 61,2 milliards d'euros de rémunérations brutes.

– 221 325 établissements employeurs

– 100 000 nouveaux emplois chaque année.

Les associations concentrent 78% des emplois, suivies des coopératives (13%, avec une croissance de 13,4% entre 2010 et 2014). L'action sociale, les sports et les loisirs, et la banque et l'assurance occupent le podium pour le nombre d'emplois.

Comparé au reste de l'économie privée, il y a moins de CDI et de temps complet dans l'ESS, et les femmes y sont proportionnellement plus présentes (15% des salariées, soit 1 sur 7).

Source : [www.cncres.org/accueil\\_cncres/observatoire\\_de\\_less/publications](http://www.cncres.org/accueil_cncres/observatoire_de_less/publications)

«*connecter les élèves aux métiers qui changent le monde près de chez eux*», et partant du principe que «*la meilleure des rencontres passe par le partage d'expérience*», Caroline Mendoza a prévu de développer une partie de son site en mode réseaux sociaux pour mieux permettre à ses jeunes utilisateurs d'échanger sur leur stage.

Mais d'autres publics restent à conquérir. Les étudiants, les apprentis, futurs salariés mais aussi peut-être futurs patrons, et les jeunes des quartiers populaires. «*Ils s'intéressent plus à la consommation de masse*, témoigne Pierre Mahuteau, chef de projet à l'Atelier<sup>3</sup>. *On est davantage ici dans la reproduction de clichés économiques : pour réussir, il faut être un requin.*» Alors, qu'est-ce qu'on attend?, pourrait-on demander pour reprendre le titre du dernier film de Marie-Monique Robin, qui a posé sa caméra à Ungersheim, une ville en transition. Qu'est-ce qu'on attend pour apprendre, enseigner, pratiquer l'économie autrement et exiger des propositions politiques plus novatrices, inspirées de l'ESS, et en phase avec les défis de cohésion sociale et de survie écologique? ■

L'ESS peut devenir le levier pour faire émerger un nouveau mode de croissance civique, social, écologique, économique.

1. Auteur de *Économie sociale, La solidarité au défi de l'efficacité*, La Documentation Française, 2016, 20€.

2. *Innovation sociale. La Grande Promesse. Inventer les mondes de demain*, Rue de l'échiquier, 2016, 10€.

3. L'Atelier, centre de ressources régional de l'économie sociale et solidaire en Île-de-France, risque de fermer définitivement ses portes en 2017, le Conseil régional ayant drastiquement réduit sa subvention. [www.atelier-idf.org](http://www.atelier-idf.org)